

PA 10 – REGLEMENT DE LOTISSEMENT

(en bleu, ajouts ou adaptations par rapport au règlement du PLU en vigueur)

L'article R.442-6 du Code de l'Urbanisme précise que le dossier de demande de permis d'aménager constituant un lotissement au titre de l'article R.442-1 est « s'il y a lieu, complété par [...] un projet de règlement, s'il est envisagé d'apporter des compléments aux règles d'urbanisme en vigueur ».

DISPOSITIONS GENERALES

Généralités

Le présent règlement a pour but de fixer les prescriptions relatives à l'aménagement et à la construction du lotissement « Les Levées 2 », situé chemin des Levées, à Vinay.

Les règles de construction sur le territoire de la commune de Vinay sont régies par le Plan Local d'Urbanisme communal de Vinay, approuvé le 22 mai 2014, et dont la cinquième modification a été approuvée le 5 octobre 2023 par délibération du Conseil Municipal.

L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable.

Vocation de la zone

Cette dernière modification n°5 du PLU a permis d'ouvrir une zone AU « fermée » à l'urbanisation, en la classant en zone 1AU_i, à vocation d'activités artisanales et industrielles, et en la couvrant par une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP).

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

ARTICLE 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites les constructions et occupations du sol à destination :

- D'habitation,
- Agricole ou forestière,
- Hôtelière,
- De commerce, sauf exception définie à l'article 2,
- L'exploitation, l'ouverture et l'extension de carrières et les affouillements de sol qui ne sont pas liés à des travaux de construction ou d'infrastructures.

ARTICLE 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les occupations et utilisations du sol sont autorisées sous réserve de compatibilité avec les orientations d'aménagement et de programmation et au fur et à mesure de l'avancée des équipements internes à la zone prévus dans ces orientations d'aménagement et de programmation.

En outre :

- Les surfaces de plancher à usage de commerce doivent être liées à des activités artisanales ou industrielles présentes dans la zone (showroom) et intégrées dans le bâtiment à usage d'activités artisanales ou industrielles.

Sont également autorisés hors conditions définies aux alinéas ci-dessus, sous réserve d'être compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation :

- Les ouvrages et constructions nécessaires au fonctionnement des services publics, ainsi que les ouvrages techniques liés aux réseaux d'intérêt public (et les réseaux d'intérêt public) sous réserve de ne pas porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique,
- Les affouillements et exhaussements de sol, sous réserve qu'ils soient liés à des travaux de constructions, de réseaux ou d'infrastructures autorisés dans la zone.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET CONDITIONS D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

Tout terrain doit présenter un accès à une voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une voie privée.

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte-tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

La création d'un accès carrossable nouveau sur une voie communale est soumise à l'accord de la commune. Les accès aux routes départementales sont soumis à l'accord préalable du Conseil Départemental de l'Isère. L'accord du Conseil Départemental est aussi requis pour la transformation d'usage d'un accès existant (agricole/habitat ou activité ...).

Dans tous les cas, si un nouvel accès s'avérait incontournable le Département pourra assortir son éventuel accord d'un aménagement à la charge du demandeur.

Les aires fonctionnelles des bâtiments et leurs voies de dessertes devront être réalisées de manière à ce que les déplacements, déchargements et chargements liés au fonctionnement des occupations et utilisations du sol n'empiètent pas sur l'espace public.

Le règlement graphique donne la situation préférentielle des accès aux différents lots :

- En épargnant le plus possible la bande verte de recul le long du chemin des Levées
- En utilisant les voiries nouvelles du lotissement, perpendiculaires au Chemin des Levées.

En cas de nécessité fonctionnelle qui sera démontrée, un accès peut être créé par le Chemin des Levées.

L'ensemble des accès aux lots devra être signalé par un mur plein de 3 mètres de longueur maximale, de 2 mètres de hauteur maximale, à charge des acquéreurs de lot. Ce muret intégrera l'enseigne (1 mètre de hauteur maximale pour 2 mètres de longueur maximale) et dissimulera l'ensemble des émergences techniques. Son matériau et sa teinte de revêtement seront choisis en lien avec le revêtement de façade du bâtiment principal.



Schéma du muret d'entrée de lot et des enseignes

ARTICLE 4 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

Eau potable :

Toute construction à destination d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

Assainissement

- Eaux pluviales :

Les eaux pluviales provenant des surfaces imperméabilisées des terrains d'assiette des constructions (eaux de toitures, de terrasses, de parkings, de voirie...) seront infiltrées sur le terrain d'assiette des constructions par des dispositifs autonomes d'infiltration. En amont des dispositifs d'infiltration, les eaux pluviales pourront transiter par des dispositifs de stockage.

Les eaux pluviales des équipements et espaces communs (voiries, parkings communs...) seront captées par un réseau interne à la zone puis infiltrées par des dispositifs dédiés (noues, bassins...). En amont des dispositifs d'infiltration, les eaux pluviales pourront transiter par des dispositifs de stockage.

Les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées (eaux de voiries ou de parking) seront traitées avant infiltration dans un ouvrage de type séparateur à hydrocarbures.

- Eaux usées :

Les eaux usées en provenance de toute occupation et utilisation du sol doivent être rejetées dans le réseau public d'assainissement. Le déversement des effluents, autres que les eaux usées domestiques est soumis à autorisation préalable.

Cette autorisation fixe, suivant la nature du réseau, les caractéristiques que ces effluents doivent présenter pour être reçus. En cas de contre-pentes, un système de relevage devra permettre le déversement des effluents dans le réseau public d'assainissement.

Electricité - Téléphone - Réseaux câblés

Dans toute opération d'aménagement d'ensemble ou de construction, les réseaux moyenne tension et basse tension d'électricité, la desserte téléphonique et les autres réseaux câblés seront réalisés en souterrain.

ARTICLE 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementé.

ARTICLE 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 15 mètres par rapport à l'axe du chemin des Levées.

Les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres de l'alignement des autres voies et emprises publiques communales existantes, à modifier ou à créer.

Toutefois :

- Les ouvrages de faible importance réalisés dans un but d'intérêt général, pour des motifs techniques, de sécurité ou de fonctionnement de l'ouvrage pourront s'implanter entre l'alignement et le recul minimum imposé. Il est cependant demandé de ne pas implanter ces ouvrages dans la bande verte de recul de 15 mètres par rapport au Chemin des Levées, sauf motif technique, de sécurité ou de fonctionnement de l'ouvrage avéré et démontré.

Les bâtiments principaux devront s'implanter le plus près possible de la voie, en tenant compte des bandes de recul ci-dessus imposées, afin de structurer le front bâti. Les constructions en second rideau ne sont possibles qu'une fois le premier rideau construit ou simultanément.

L'ensemble des constructions respectera une orientation parallèle ou perpendiculaire aux voies desservant le lot.

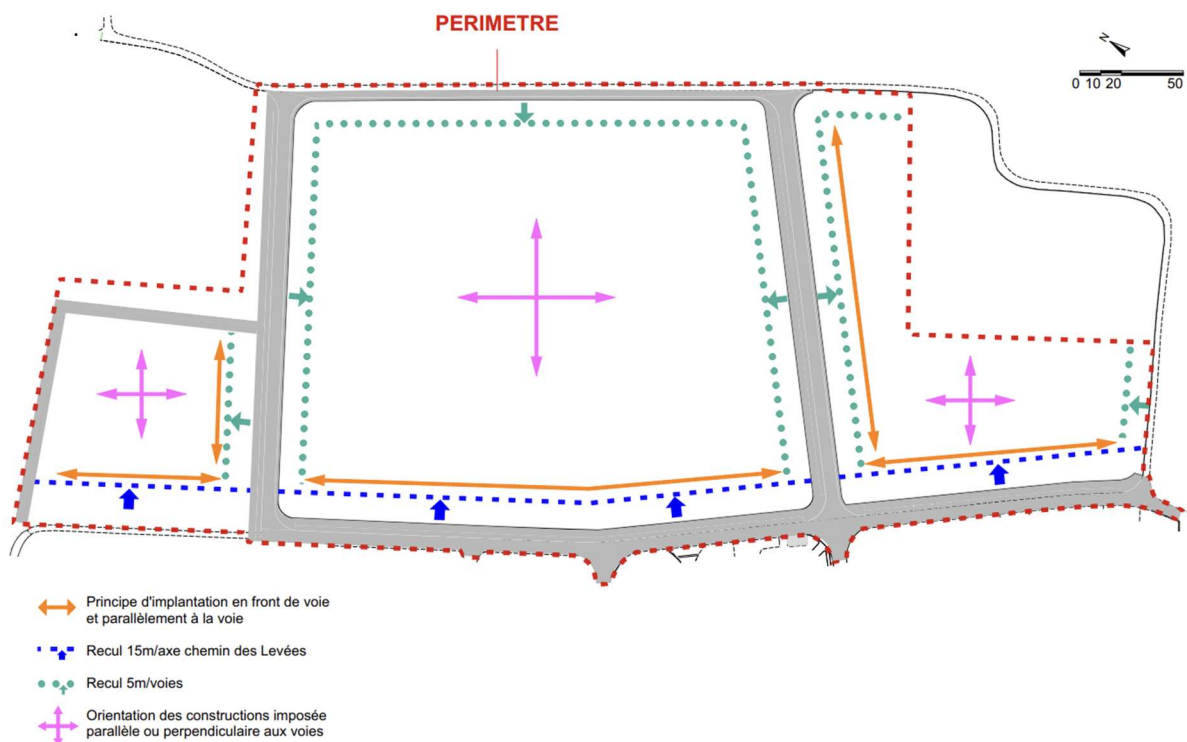
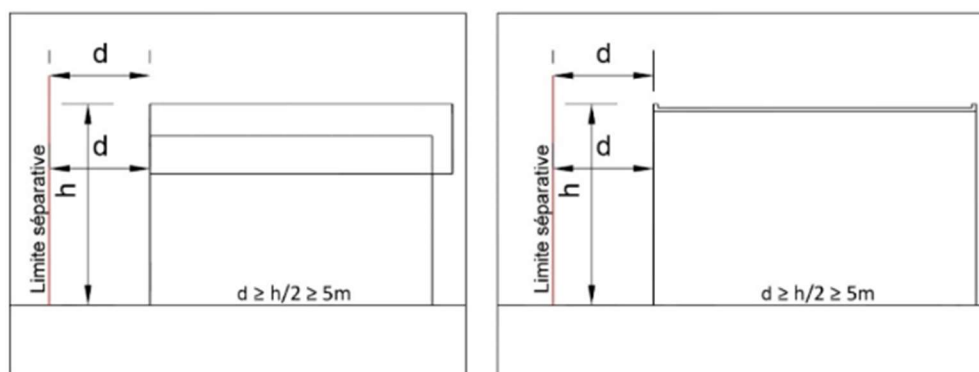


Schéma de reculs, d'implantation et d'orientation des bâtiments à construire dans le lotissement

ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives lorsque la limite séparative ne correspond pas à une limite entre zone 1AUi et une autre zone :

Les constructions peuvent s'implanter sur une ou plusieurs limites séparatives (dans les limites toutefois des règles possibles de distances minimales relatives à des réglementations spécifiques, notamment [Installation Classée pour la Protection de l'Environnement](#)). La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche d'une limite séparative sur laquelle le bâtiment n'est pas implanté doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 5 mètres.



OU

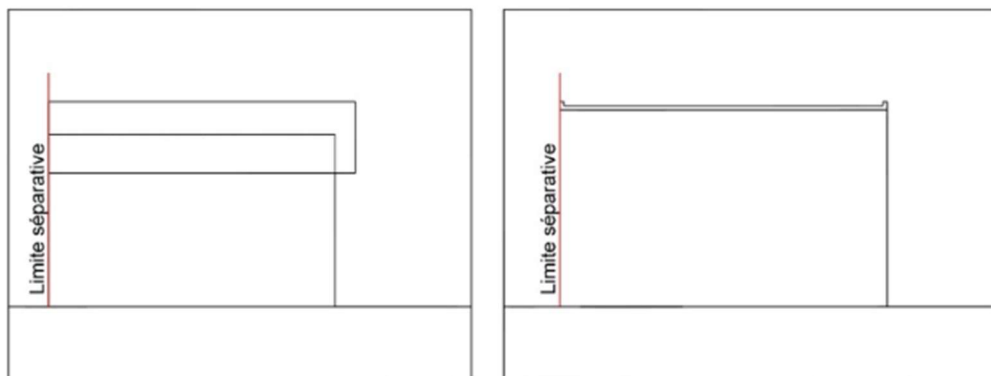


Schéma d'implantation en limite séparative – source PLU Vinay modification n°5

Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives lorsque la limite séparative correspond à une limite entre zone 1AUi et une autre zone :

La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche d'une limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 5 mètres.

ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol est la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus. Toutefois, les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises sont exclus, ainsi que les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements. Il est précisé que les piscines rentrent dans le calcul de l'emprise au sol.

Le coefficient d'emprise au sol est la division de l'emprise au sol des constructions par la surface de l'unité foncière.

Le coefficient d'emprise au sol n'est pas réglementé pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. Dans les autres cas, il est fixé à 0,70. Il est précisé, nonobstant la définition de l'emprise au sol, que ne seront pas comptabilisés dans l'emprise au sol les ombrières solaires.

ARTICLE 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Hauteurs

Définition :

La hauteur des bâtiments est mesurée entre :

- Tout point du bâtiment et sa projection orthogonale sur le terrain aménagé après travaux si celui-ci est plus bas que le terrain d'origine,
- Tout point du bâtiment et sa projection orthogonale sur le terrain d'origine dans le cas contraire.

Les ouvrages techniques, cheminées, et autres superstructures ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur maximale.

Hauteur maximale :

- La hauteur maximale des bâtiments est fixée à 15 mètres.

ARTICLE 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS – PRESCRIPTIONS PAYSAGERES

L'aspect extérieur n'est pas réglementé pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Volumétries

La volumétrie des constructions sera simple.

Façades (bâtiment principal comme bâtiments secondaires détachés du bâtiment principal) :

- L'emploi à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'enduit est interdit (briques creuses, parpaings agglomérés etc.),
- Les façades maçonnées seront revêtues d'un enduit,
- Les façades pourront aussi arborer des bardages d'aspect bois de teintes naturelles ou d'aspect métallique de teintes mat,
- Les compositions enduits, bardages bois ou métalliques sont autorisées,
- Les façades pourront aussi être végétalisées,
- Toutefois, l'application de couleurs correspondant à une charte graphique est autorisée sur une façade uniquement, sans dépasser plus de 10% de la surface de la façade.

[Le respect d'une gamme de teintes de revêtements de façade est demandé, selon le nuancier ci-dessous :](#)



Gamme de teintes de revêtements de façade demandées – source ESAU

Les façades de grande longueur (supérieures à 30 mètres) devront être travaillées sur le plan architectural pour assurer son insertion qualitative dans le site et éviter l'effet de masse du bâti (césures, retraits, ...).

Toitures

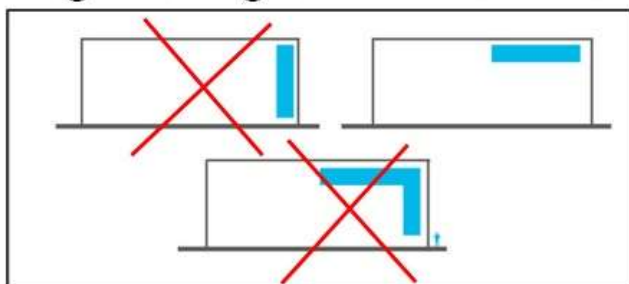
Le blanc pur et les matériaux brillants sont interdits. Les toits pourront être végétalisés. L'implantation de panneaux solaires en toiture est autorisée. Les pentes de toits **devront être** inférieures ou égales à 5% **et être** masquées par un **relevé d'acrotère** de manière à renvoyer l'image d'un toit plat, **sauf parti architectural original et contemporain**.

Les installations techniques (antennes, paraboles, climatiseurs, etc.) doivent être peu visibles du domaine public et seront, de préférence, positionnées de façon discrète sur les toitures ou sur le sol.

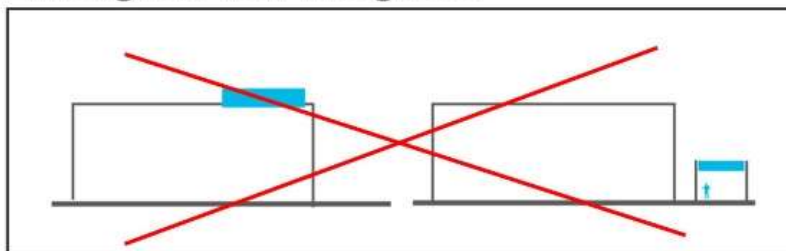
Enseignes

Les enseignes en façade ne devront pas dépasser l'égoût de toiture ou l'acrotère en cas de toiture terrasse. Elles seront disposées horizontalement, en panneaux pleins ou en lettres découpées, à raison d'une seule enseigne par façade. La longueur de l'enseigne ne pourra excéder la moitié de la longueur de la façade d'appui.

Enseignes intégrées et horizontales



Enseignes non intégrées

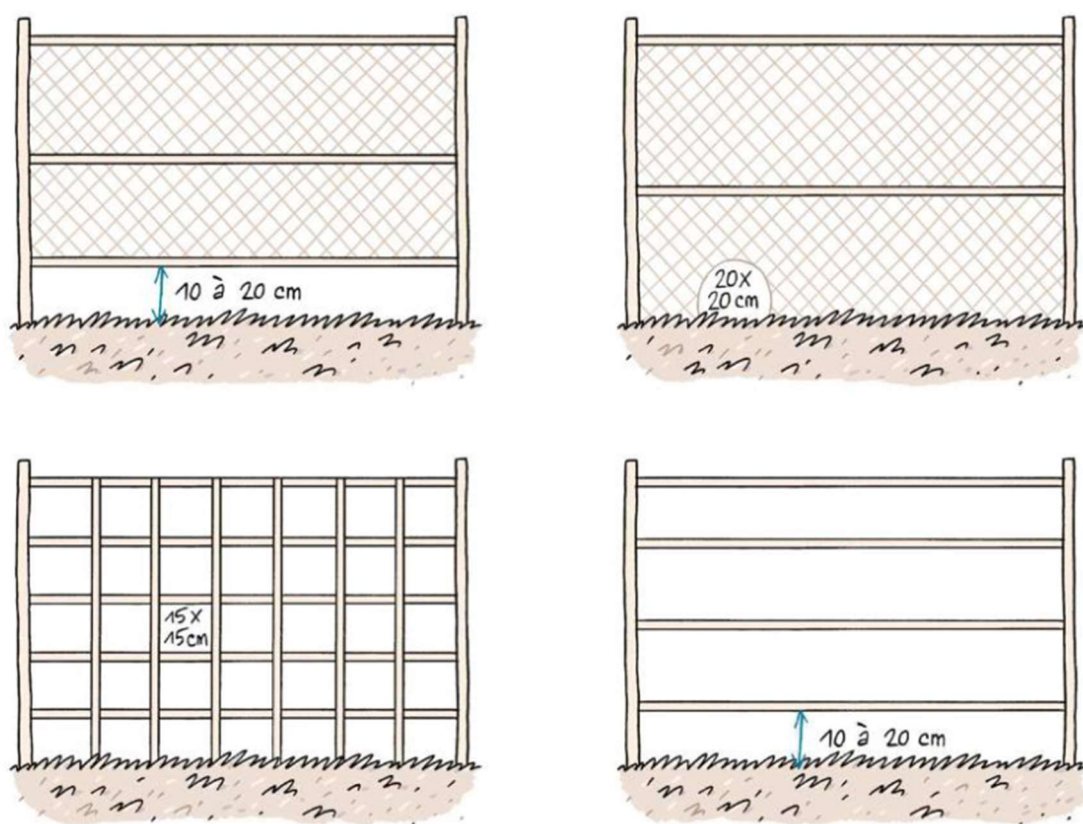


Clôtures

La hauteur des clôtures (lorsqu'elle se situe en bordure de voies et emprises publiques) se mesure à partir du niveau du trottoir fini (ou de la chaussée en l'absence de trottoir). Pour les clôtures en limites séparatives, de tout point de la clôture et sa projection orthogonale sur le terrain aménagé après travaux.

La hauteur maximale des clôtures est fixée à 2 mètres. Les montants de portails et les portails eux-mêmes pourront présenter une hauteur supérieure.

Les clôtures devront être composées d'une serrurerie à barreaudage droit et vertical ou d'un grillage. Elles seront ajourées sur toute leur hauteur – elles pourront être fondées dans une bordure dont la saillie par rapport au niveau du sol fini n'excédera pas 2 centimètres. Les clôtures seront suffisamment ajourées, ou surélevées du sol, pour permettre le passage de la petite faune (insectes, mammifères, reptiles, amphibiens...).



Exemples de clôtures facilitant la circulation de la petite faune – source Bruxelles environnement

Les dispositifs de « brises vues » en accompagnement des grillages de clôtures ou de haies végétales sont interdits.



Illustration des brises-vues interdits – source PLU de Vinay, modification n°5

Les coffrets de réseaux de communication (téléphone, câble...), d'énergie (gaz, électricité...), ainsi que les boîtes à lettres, commandes d'accès... doivent préférentiellement être encastrés au muret d'entrée de lot décrit à l'article 3.

Stockages

Les stockages devront se faire à l'intérieur des bâtiments. Dans le cas de stockages extérieurs nécessaires pour des motifs de sécurité ou de salubrité, ceux-ci devront être impérativement accompagnés architecturalement par un abri (pergola par exemple) **ou ceints d'une haie végétale variée et dense**. Les stockages sont interdits dans la marge de recul de 15 mètres comptés à partir de l'axe du Chemin des Levées.

Mouvements de terre

Les déblais et remblais nécessaires à l'implantation de la construction, l'installation et l'aménagement doivent être limités aux stricts besoins techniques et ne doivent pas conduire à une émergence de la construction dans le paysage, sans dépasser 1/4 de la hauteur du bâtiment.

La meilleure adaptation au terrain naturel doit être recherchée afin de réduire au minimum les mouvements de terre ; le terrain naturel sera reconstitué au mieux autour des constructions.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques. Les parkings pourront être mutualisés.

Pour les constructions à destination de bureaux :

Minimum	Maximum
➤ 1 place pour 50 m ² de surface de plancher.	➤ 1 place par tranche de 25 m ² de surface de plancher.

Pour les constructions à destination artisanale ou industrielles :

Minimum	Maximum
➤ : 1 place pour 100 m ² de surface de plancher.	➤ 1 place par tranche de 70 m ² de surface de plancher.

Pour les constructions à destination d'entrepôt :

Minimum	Maximum
➤ : 1 place pour 200 m ² de surface de plancher.	➤ 1 place par tranche de 150 m ² de surface de plancher.

Tableau synthétique des règles de stationnement – source PLU de Vinay, modification n°5

Deux roues :

- Des stationnements seront réalisés pour les deux roues, **qui seront clos et couverts (intégrés à un bâtiment ou local distinct)**
- L'espace vélo sera dimensionné pour accueillir un nombre de places de vélos correspondant à 15 % au moins de l'effectif total des salariés.

ARTICLE 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, ET DE PLANTATIONS

Plantations et espaces verts

Les espaces non bâtis et non utiles à la circulation automobile et au stationnement doivent être enherbés et/ou plantés d'essences variées.

Ils seront majoritairement d'un seul tenant.

Ils devront représenter 10% au moins de la surface du terrain d'assiette des constructions.

Les aménagements paysagers doivent valoriser autant que possible les matériaux, les espèces et les essences locales.

D'une manière générale, on préservera le plus possible de noyers sur les surfaces non nécessaires aux bâtiments, à leurs aires de fonctionnement, au stationnement et aux circulations.

Les plantations de haies coupe-vent, bosquets, alignements d'arbres seront définis pour accompagner les limites de clôture, ombrager les parkings, agrémenter les espaces d'accueil, masquer les stockages. Ces haies seront orientées parallèlement et/ou perpendiculairement aux voies.

Les noues et bassins de rétention ou d'infiltration des eaux pluviales feront l'objet d'un traitement paysager (plantations d'accompagnement notamment).

Les haies et plus largement, les plantations seront réalisées en mélangeant les arbres et arbustes de variétés locales, de hauteurs et floraisons diverses. Les haies homogènes et monospécifiques sont proscrites.

La plantation d'espèces allergènes doit être limitée. Des recommandations et une liste d'essences d'arbres à caractère allergisant est disponible sur le site Internet du Réseau National de Surveillance Aérobiologique : <http://www.vegetation-en-ville.org/>.

En limites séparatives, les haies devront être formées d'une strate arbustive et d'une strate arborée.

Le long du Chemin des levées, une bande plantée d'arbres de haute tige sera aménagée. Les noyers seront privilégiés, tant à la conservation qu'à la plantation.

Parkings

Les revêtements des aires de stationnement seront perméables ou semi-perméables (type stabilisé renforcé ou concassé clair, bicouche gravillon clair, revêtement, en dalles alvéolaires, enherbé etc.).

Les stationnements sont plantés à raison de 1 arbre à haute tige pour 8 places de stationnement de voitures, sauf dans le cas de parkings accompagnés d'ombrières solaires, sans obligation de plantation. Les systèmes racinaires seront compatibles avec la stabilité des revêtements de sols et des ouvrages de soutènement :

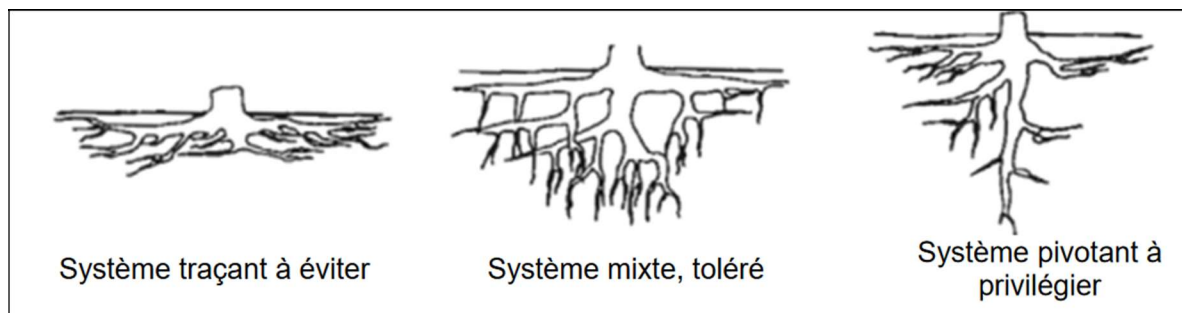


Illustration des différents systèmes racinaires – source PLU de Vinay, modification n°5

Les rangées de places de stationnement seront séparées par des bandes végétalisées (haies, arbustes, pelouses...) :



Illustration des principes de parking accompagné d'une trame verte (haie et arbres) – source PLU de Vinay, modification n°5

Les éventuelles aires de stationnement couvertes détachées du bâtiment principal devront être constituées de constructions de type ombrières solaires ou pergolas végétalisées ou couvertes par des matériaux à claire-voie, laissant des percées visuelles.

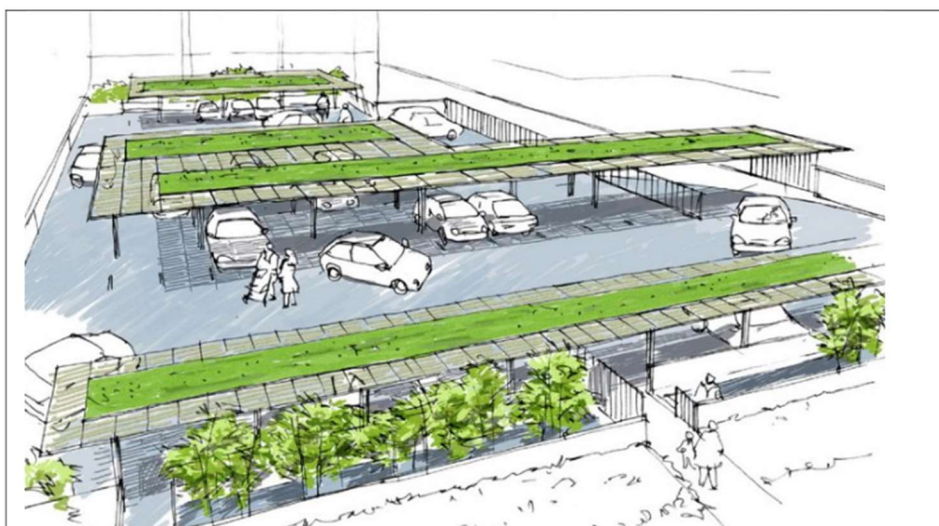


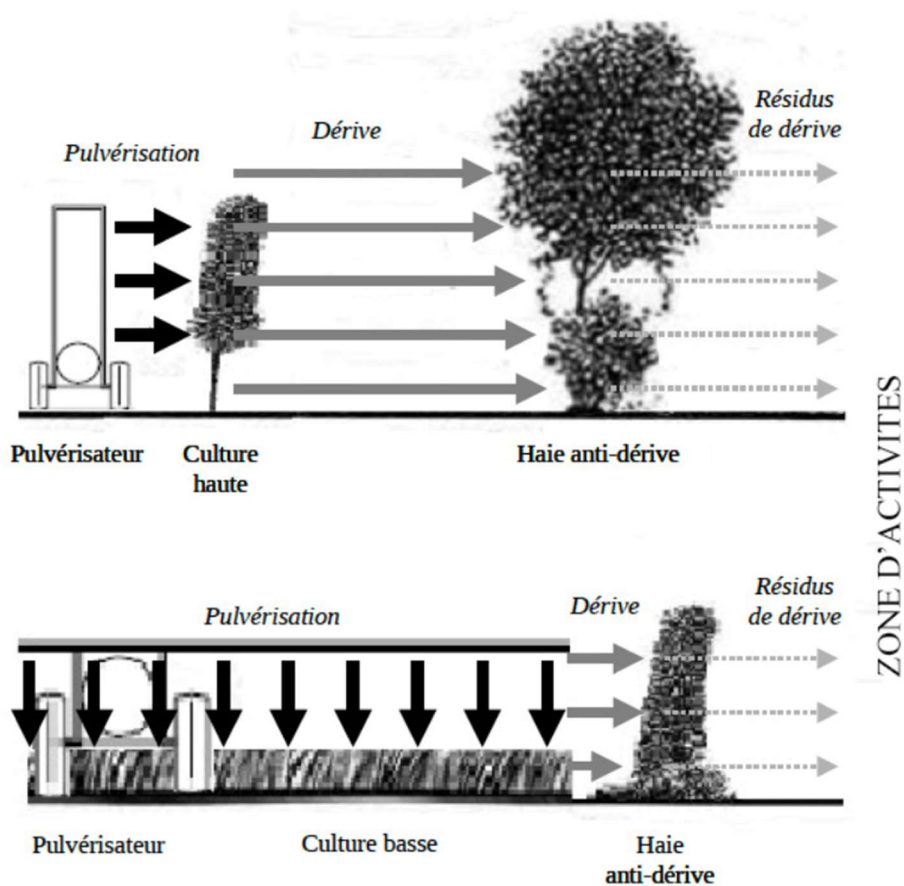
Illustration des couvertures de stationnement – source PLU de Vinay, modification n°5

Noues et bassins de rétention des eaux pluviales

Noues, bassins de rétention... doivent participer à la valorisation du cadre de vie par la qualité de leur traitement paysager. **Les espèces choisies seront de préférence hygrophiles.**

Haies anti-dérive

Le long des limites entre la zone IAUi et la zone A devront être plantées des haies anti-dérive établies selon la structure suivante :



Aménagement des haies anti-dérive – Source PLU de Vinay, modification n°5

Divers

Seront mis en place :

- Des nichoirs pour les chiroptères,
- Des d'aménagements spécifiques favorables aux chiroptères sur les nouvelles constructions,
- Des nichoirs pour les oiseaux.



Exemples de nichoirs à chiroptères préconisés pour la pipistrelle pygmée (à gauche) et pour la noctule de Leisler (à droite) – source Wildcare

Palette végétale indicative

Espèces arborées : Arbres fruitiers (vocabulaire végétal du verger) : Cerisiers (dont variétés sauvages locales), Pruniers (dont variétés sauvages locales), Poiriers (dont variétés sauvages locales), Pommiers (dont pommiers sauvages locales), Néflier (*Mespilus germanica*).

Arbres des haies et bosquets : Charme (*Carpinus betulus*), Chêne pubescent (*Quercus pubescens*), Noyer commun (interdiction Noyer d'Amérique défavorable à la faune), Merisier (*Prunus avium*), Chêne sessile (*Quercus petraea*), Alisier blanc (*Sorbus aria*), Alisier torminal (*Sorbus torminalis*).

Pour les endroits plus frais : Erable plane (*Acer platanoides*), Erable Sycomore (*Acer pseudoplatanus*), Frêne (*Fraxinus excelsior*), Tilleul (*Tilia platyphyllos* et *Tilia cordata*) (attention aux variétés pouvant être toxiques pour les pollinisateurs)

En bordure de noues ou bassins : Frêne, Aulne glutineux (*Alnus glutinosa*), Saule cendré (*Salix cinerea* L.), Saule blanc (*Salix alba* L.), Saule cendré (*Salix purpurea* L.).

Espèces arbustives : Arbustes à petits fruits comestibles : Groseillers, Framboisiers, Cassissiers

Arbustes des haies et bosquets : Aubépine (*Crateagus monogyna*, *Crataegus laevigata*), Charmille (*Carpinus betulus*), Chèvrefeuille (*Lonicera xylosteum*), Cornouiller sanguin et mâle (*Cornus sanguinea* et *Cornus mas*), Erable champêtre (*Acer campestre*), Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*), Noisetier (*Corylus avellana*), Viorne lantane (*Viburnum lantana*), Prunellier (*Prunus spinosa*), Troène vulgaire (*Ligustrum vulgare*), Sureau noir (*Sambucus nigra*), Buis (*Buxus sempervirens*), Viorne obier (*Viburnum opulus*), Nerprun purgatif (*Rhamnus cathartica*), Genévrier commun (*Juniperus communis*), Eglantier (*Rosa canina*), Cytise (*Laburnum anagyroides*), Nerprun des alpes (*Rhamnus alpina*), Berberis (*Berberis vulgaris*)

Espèces interdites : Thuya sp, Laurier-cerise, Bambou sp, Renouées asiatiques, ailante.

Mélange suggéré pour prairies de fauche fleuries : voir tableau ci-dessous

Objectifs du semis	Fleurir prairie, parc, ex friche		Fleurir bord de route, espace piétonné, cimetières, espaces tondus	
Liste principale	Haute (> 40 cm)		Basse (< 40 cm)	
	Espèces	Phénologie	Espèces	Phénologie
	Agrostemma githago L., 1753	Avr. - Juin	Agrostis capillaris L., 1753	Juin - Sept.
	Agrostis capillaris L., 1753	Juin - Sept.	Betonica officinalis L., 1753	Juin - Oct.
	Anthoxanthum odoratum L., 1753	Avr. - Juil.	Campanula rotundifolia subsp. rotundifolia L., 1753	Mai - Sept.
	Anthyllis vulneraria L., 1753	Mai - Août	Clinopodium vulgare L., 1753	Juil. - Sept.
	Betonica officinalis L., 1753	Juin - Oct.	Lotus corniculatus subsp. corniculatus L., 1753	Mai - Sept.
	Bifora radians M.Bieb., 1819	Mai - Août	Plantago media L., 1753	Mai - Sept.
	Bromopsis erecta (Huds.) Fourr., 1869	Mai - Juil.	Poa compressa L., 1753	Juin - Août
	Bupleurum rotundifolium L., 1753	Mai - Août	Poterium sanguisorba L., 1753	Avr. - Juin
	Campanula rotundifolia subsp. rotundifolia L., 1753	Mai - Sept.	Prunella vulgaris L., 1753	Juin - Oct.
	Centaurea jacea subsp. jacea L., 1753	Mai - Oct.	Rumex acetosella L., 1753	Mai - Août
	Centaurea scabiosa subsp. scabiosa L., 1753	Juin - Août	Trifolium dubium Sibth., 1794	Mai - Sept.
	Cichorium intybus L., 1753	Juil. - Sept.	Trifolium medium L., 1759	Juin - Août
	Coronilla varia L., 1753	Mai - Août	Veronica chamaedrys L., 1753	Avr. - Juil.
	Cyanus segetum Hill, 1762	Mai - Août	Iberis pinnata L., 1753	Mai - Juil.
	Daucus carota L. subsp. carota	Juin - Sept.	Legousia speculum-veneris (L.) Chaix, 1785	Mai - Juil.
	Galium album Mill., 1768	Avr. - Oct.	Ranunculus arvensis L., 1753	Mai - Juil.
	Galium verum L. subsp. verum	Mai - Sept.		
	Holcus lanatus L., 1753	Mai - Juil.		
	Hypericum perforatum L., 1753	Juin - Sept.		
	Knautia arvensis (L.) Coult., 1828	Avr. - Oct.		
	Leucanthemum ircutianum DC., 1838	Mai - Juil.		
	Onobrychis viciifolia Scop., 1772	Mai - Août		
	Origanum vulgare subsp. vulgare L., 1753	Juin - Sept.		
	Papaver rhoeas L., 1753	Mai - Juil.		
	Phyteuma spicatum L., 1753	Mai - Juil.		
	Poterium sanguisorba L., 1753	Avr. - Juin		
	Salvia pratensis L., 1753	Mai - Août		
	Silene vulgaris subsp. vulgaris (Moench) Garcke, 1869	Avr. - Août		
	Tragopogon pratensis L., 1753	Mai - Août		

Liste du mélange prairies fleuries défini dans le programme SEM'les Alpes – source EPODE

ARTICLE 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DES SOLS (COS)

Non réglementé.

ARTICLE 15 : OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les bâtiments d'une surface de toiture de 500 m² ou plus (déduction faite d'éventuelles surfaces de toiture végétalisée) devront couvrir 30 % au moins de cette surface de toiture par des panneaux photovoltaïques, sauf démonstration d'un potentiel solaire inférieur à 1160 kWh/m²/an* d'un tel dispositif, compte-tenu de la situation du bâtiment.

Rendement excellent : potentiel solaire compris entre 1 300 et 1 450 kWh/m²/an.

Rendement bon : potentiel solaire compris entre 1 160 et 1 300 kWh/m²/an.

**Passable : potentiel solaire compris entre 720 et 1 160 kWh/m²/an.*

Le choix de matériaux intégrant des critères environnementaux sera privilégié : faible énergie grise, bois provenant de forêts durablement gérées, matériaux ayant un étiquetage environnemental suivant les normes en vigueur. Le bois et tous les matériaux concourant à de meilleures performances thermiques de la construction ou issus d'une éco-filière sont recommandés.

Les projets participeront dans leur aménagement et leur construction à la mise en œuvre des objectifs de qualité environnementale et de développement durable : l'économie de ressources (énergie, air, eau, sol ...), la réduction des nuisances, bruit, déchets, pollution ...), l'amélioration du confort et de la qualité de vie à l'intérieur du bâtiment, l'adaptation du bâtiment à son environnement extérieur (accessibilité/transports, préservation de la

biodiversité et du paysage ...). Sont notamment recommandés les dispositifs de récupération des eaux pluviales (citerne pour arrosage des jardins, bassins ...) sous condition d'être intégrés à la construction et à l'aménagement de la parcelle.

ARTICLE 16 : OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Les infrastructures d'accueil de réseaux de communications électroniques et notamment le nombre de fourreaux télécoms, de chambres télécoms et de supports aériens au sein des opérations d'aménagement doivent être prévus de manière suffisamment dimensionnée en nombre et en caractéristiques afin de garantir et anticiper le déploiement des réseaux de communications, notamment de type fibre à l'abonné.